



L'après-crise du coronavirus Va-t-on vraiment changer ?



Avant-propos

Plus jamais ça ! Cri lancé après les catastrophes, les guerres meurtrières, les génocides. Il y aura un avant et un après ! Slogan repris à tous les niveaux suite à la crise financière de 2008 et aux attentats terroristes quelques années plus tard. La pandémie du covid-19 suscite aujourd'hui une interrogation plus profonde : on continue ainsi ou on change radicalement ?



Le Cefoc (Centre de formation Cardijn) est une association d'Éducation permanente qui organise chaque année une cinquantaine de groupes de formation en Belgique. Ces groupes rassemblent des personnes issues ou solidaires des milieux populaires. Les différentes formations proposées visent à s'interroger sur le sens de la vie, à réfléchir à comment vivre ensemble de manière citoyenne, en agissant dans le sens d'une société plus démocratique et plus solidaire.

Dans le prolongement de ses activités de formation, le Cefoc publie chaque année de courts textes d'analyse et une étude. Les thématiques abordées trouvent leur source dans les réflexions mises sur la table par les participants aux formations. Les textes sont destinés aux acteurs du monde associatif et à tout citoyen à la recherche d'outils de compréhension de la société susceptibles de favoriser l'émancipation et la mobilisation individuelles et collectives.

Sur une route de campagne, deux gamins font la course dans une caisse à savon. Lunettes de nageur sur les yeux et casque en forme de pastèque sur la tête, ils sont agenouillés dans une manne à linge attachée à leur skateboard. Au-dessus de la photo, un slogan : « *Foncez au supermarché !* » En pleine période de confinement, la couverture de ce magazine publicitaire a de quoi surprendre. Et même choquer. Distribué début mai en toutes-boîtes, il invite les consommateurs à se ruier dans les supermarchés pour profiter « *d'incroyables promotions sur vos marques préférées* ». Alors que les mesures prises visent à éviter l'afflux massif dans les magasins.

Le BABM, l'association belgo-luxembourgeoise des fabricants de marque, explique que la distribution de son folder a été reportée à cause de l'interdiction des promotions. Il l'a toutefois maintenue car « *en cette période délicate pour les finances de beaucoup de ménages belges, [...] il est plus important que jamais de faire un geste en faveur du portefeuille des consommateurs* ». Les « grandes marques » seraient-elles devenues subitement de bons samaritains ? Ou inscriraient-elles plutôt leur stratégie de marketing dans une relance de la consommation ? Sait-on jamais, le consommateur pourrait perdre le goût et l'envie d'acheter à tout prix et à n'importe quel prix. Même ce qui n'est pas nécessaire.

Une manne de milliards

Sur les six semaines de strict confinement, le chiffre d'affaires de la grande distribution a bondi de vingt pour cent. Comme par miracle, une manne de milliards d'euros tombe du ciel pour éviter des faillites, pour soulager la trésorerie des petites entreprises, des restaurants et du petit commerce, pour soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et regagner leur confiance. Rien ne devrait donc changer. On espère un retour à la normale le plus vite possible.

Pour arriver à cet objectif, des tabous tombent : l'austérité budgétaire, l'impôt sur les grandes fortunes, la taxation des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) et autres Netflix qui s'enrichissent de cette crise et dominent les marchés. Ou encore l'aide aux entreprises

conditionnée en matière de maintien d'emploi, de lutte contre le réchauffement climatique.

L'économiste Alain Minc propose même l'idée d'une dette publique à perpétuité pour geler les dettes contractées pendant cette crise et pour relancer l'économie. La créativité et l'innovation n'ont pas de limites quand il s'agit de sauver le système. Quitte à renoncer à certaines règles réputées intouchables. Quitte aussi à renoncer au respect des droits. En France, le Medef, syndicat patronal, propose d'allonger le temps de travail des salariés pour combler la diminution du PIB. Plusieurs États indiens ont décidé de suspendre le droit du travail et de porter sa durée hebdomadaire à septante-deux heures. L'économie de marché capitaliste aurait donc encore de beaux jours devant elle car elle se nourrit des crises qu'elle traverse. En témoigne la crise bancaire et financière de 2008 qui n'a fondamentalement rien changé dans les pratiques économiques et les choix des citoyens. Au contraire.

Démocratie affaiblie

Le monde politique paie aussi un lourd tribut à cette crise. Son imprévoyance, son incapacité à réagir, ses choix budgétaires, son asservissement au monde économique sont pointés du doigt. L'état montre un visage autoritaire, sécuritaire et contraignant : pouvoirs spéciaux qui court-circuitent les parlements, état d'urgence sanitaire qui justifie la restriction des libertés et le contrôle des citoyens, "guerre" contre le virus avec ses victimes et ses héros. Déjà mise en lumière par la crise financière de 2008 et la lutte contre le terrorisme, cette face sombre de l'État est renforcée. Or, ce qu'attend la population, selon le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval, « *c'est un État qui stimule, coordonne et finance la solidarité, un État des services publics, un État qui prenne en compte les intérêts vitaux de la population, un État de citoyens faits pour les citoyens, un État de soignants, d'éboueurs, d'enseignants, de travailleurs sociaux, un État qui garantisse l'approvisionnement en nourriture, qui prenne soin des vieux, des sans-abri, des plus pauvres, et de tous ces chômeurs qui vont se multiplier* ».

Associations mobilisées

En Grèce, des milliers de migrants vivent enfermés dans des espaces cloisonnés, en surnombre et dans des conditions sanitaires déplorables. Si le coronavirus y rentre, c'est la catastrophe. À Bruxelles, les associations se sont mobilisées davantage pour venir en aide aux demandeurs d'asile car ils n'ont plus accès à de petits boulots pour survivre ni aux administrations pour régulariser leur situation. La pandémie révèle et accentue les inégalités sociales. On l'a vu déjà : on n'est pas égaux dans le confinement. Pour l'économiste Thomas Piketty, cette crise est « *l'arbre qui cache la forêt* » : une crise sociale grave s'annonce, une autre plus profonde, environnementale et climatique, est déjà à l'œuvre. Le sociologue Bernard Delvaux ajoute qu'« *une troisième dimension fait de la crise actuelle une crise au cube. Avec le coronavirus se pose en effet la question du sens de nos vies et de nos sociétés. Le spectre de la mort et le changement brutal de nos habitudes interrogent ce que nous avons fait de nos vies, ce que nous aurions pu en faire, et ce que nous ferons du temps qu'il nous reste à vivre.* »

Circuits courts

Dans la cour de l'Institut François d'Assise, chaque vendredi, les clients font la queue pour reprendre leur commande au point de distribution de la coopérative Paysans-Artisans. Leur nombre a triplé depuis le début du confinement. Les circuits courts ont le vent en poupe. Les clients apprécient la qualité et le goût des légumes, des fromages et des produits proposés à la vente par la centaine de producteurs de la région. Mais c'est aussi la convivialité et le lien social retissé qui les y amènent. Un souhait revient régulièrement dans les conversations : « *On espère que cela va continuer après.* » Après quoi ? Certains croient fermement qu'« *il y a eu un changement dans les consciences et qu'on ne vivra plus comme avant* ». D'autres craignent que cette crise sanitaire ne soit finalement qu'une parenthèse et n'amène qu'à des changements cosmétiques. « *Les crises, aussi puissantes soient-elles, ne portent pas obligatoirement en germe un 'monde d'après'* », observent Antoine Bristielle et Tristan Guerra, jeunes doctorants en Science Po à Grenoble.

Sortir du cadre

« *La première leçon du coronavirus est aussi la plus stupéfiante, constate Bruno Latour. La preuve est faite, en effet, qu'il est possible, en quelques semaines, de suspendre partout dans le monde et au même moment, un système économique dont on nous disait jusqu'ici qu'il était impossible à ralentir ou à rediriger.* » Cette crise est un moment favorable pour faire un inventaire de ce qui peut être « *infléchi, sélectionné, trié, interrompu pour de bon ou au contraire accéléré* », ajoute-t-il. Mais c'est aux citoyens d'opérer ce tri et d'inventer des « *gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise* ». Pour aider au discernement, le philosophe pose des questions : parmi les activités suspendues, quelles sont celles qu'on souhaiterait n'être pas reprises ? Quelles sont celles que l'on voudrait au contraire voir se développer ? Quelles sont celles qu'il faudrait inventer ? « *De fil en aiguille, espère le philosophe, si nous commençons, chacun pour notre compte, à poser de telles questions sur tous les aspects de notre système de production, nous devenons d'efficaces interrupteurs de globalisation – aussi efficaces, millions que nous sommes, que le fameux coronavirus dans sa façon bien à lui de globaliser la planète. Ce que le virus obtient par d'humbles crachotis de bouches en bouches – la suspension de l'économie mondiale –, nous commençons à l'imaginer par nos petits gestes insignifiants mis, eux aussi, bout à bout : à savoir la suspension du système de production.* »

Au verso du folder publicitaire, on retrouve les deux gamins de retour du supermarché. Sur la route qu'ils avaient dévalée dans leur caisse à savon, ils remontent péniblement un caddie rempli, plus grand et plus lourd qu'eux.



Thierry Tilquin,
Formateur permanent au Cefoc

Cet article a été publié dans le magazine L'Appel, n°428, juin 2020, pages 7-8.